

cemoti

**Cahiers d'études sur la Méditerranée
orientale et le monde turco-iranien**

19 | 1995
Laïcité(s) en France et en Turquie

**La ville, piège ou tremplin pour les islamistes
turcs ?**

Interview de Rusen Çakir

Rusen Çakir et Jean Marcou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1696>
ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1995
ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Rusen Çakir et Jean Marcou, « La ville, piège ou tremplin pour les islamistes turcs ? », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 19 | 1995, mis en ligne le 14 mai 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1696>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

La ville, piège ou tremplin pour les islamistes turcs ?

Interview de Rusen Çakir

- 1 Jean Marcou : Rusen Çakir, vous êtes journaliste au quotidien turc Milliyet et spécialiste du Refah partisi (Parti de la prospérité), le mouvement islamiste. Vous avez notamment publié plusieurs ouvrages et articles récemment sur ce sujet. Il faut dire qu'après la conquête des mairies d'Istanbul, d'Ankara et d'un certain nombre de grandes villes par le Refah en mars 1994, l'avenir de ce parti est au coeur de l'actualité politique turque. Ses succès électoraux, municipaux et urbains, vous ont-ils pourtant surpris ?
- 2 Rusen Çakir : A moitié seulement dans la mesure où l'Islam politique n'est pas une force totalement nouvelle en Turquie. Ce sont plus ses modes d'expression et ses stratégies qui ont changé. Mais, dans les années cinquante et soixante, le Parti démocrate d'Adnan Menderes et le Parti de la Justice de Süleyman Demirel abritaient déjà des lobbies islamiques.
- 3 Jean Marcou : Certes, mais la formalisation politique de cette tendance dans le système partisan turc est beaucoup plus tardive...
- 4 Rusen Çakir : Elle a quand même vingt-cinq ans car on peut dire qu'elle a commencé avec la création en 1969 du mouvement "Milli Görüs" (Perspective nationale). Cette opération visait à soutenir la candidature de Necmettin Erbakan et d'un certain nombre d'autres personnes présentées comme indépendantes, aux élections législatives de 1969. Seul Erbakan fut élu à Konya mais il fonda peu après le "Milli nizam Partisi" (Parti de l'ordre national). L'existence de ce parti devait être, il est vrai, de courte durée puisqu'à la suite de l'intervention militaire de mars 1971, il fut interdit en mai de la même année par la Cour constitutionnelle. Symboliquement, Erbakan choisit de s'exiler en Suisse en signe de protestation et l'on parle encore aujourd'hui, avec sérieux ou humour d'ailleurs, de l'hégire suisse du leader islamiste.
- 5 Jean Marcou : A l'issue de cette première expérience, commence une aventure beaucoup plus conséquente pour ce mouvement, celle du MSP (Milli Selamet Partisi - Parti du salut national)...

- 6 Rusen Çakir : La réapparition d'une force politique islamique dans le contexte du retour à la démocratie fut assez rapide mais également prudente. Erbakan notamment ne prit pas d'emblée la tête du MSP qui fut créé par ses amis en octobre 1972. Mais un an plus tard, en octobre 1973, cette formation participait aux élections législatives et réalisait un bon score en obtenant près de 12% des voix. C'est alors seulement qu'Erbakan devint dirigeant de ce mouvement pour participer aux négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition CHP¹/MSP. Dans ce gouvernement dirigé par Bülent Ecevit et formé en janvier 1974, le MSP se vit confier des postes importants, à commencer par celui de vice-premier ministre dont Erbakan hérita, mais l'on pourrait également citer les ministères de la Justice, de l'Intérieur, du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie.
- 7 Jean Marcou : En somme, un mouvement islamique a déjà participé à l'exercice du pouvoir, en Turquie, dans les années soixante-dix ?
- 8 Rusen Çakir : Oui, et pas seulement dans le premier gouvernement Ecevit qui ne dura que jusqu'à septembre 1974 mais surtout à l'occasion des deux gouvernements dits de "front nationaliste" (Milliyetçi Cephe) que dirigera Süleyman Demirel de mars 1975 à juin 1977, d'une part, et de septembre 1977 à janvier 1978, d'autre part. Dans ces deux gouvernements, Erbakan était encore vice-premier ministre et l'on trouvait des ministres MSP à l'Intérieur, à l'Agriculture, au Commerce, à l'Industrie...
- 9 Jean Marcou : A cette époque, ces ministres MSP ont-ils pu influencer sur des nominations de cadres et sur la conduite de certaines politiques publiques ?
- 10 Rusen Çakir : Certainement, et il y a aujourd'hui dans l'administration préfectorale et dans la police, par exemple, des cadres qui sont très sensibles aux arguments des islamistes. Les militaires, au moment du coup d'Etat de 1980 et le Président Özal, par la suite, ont su les ménager et même les utiliser. Ce n'est un secret pour personne. Mais il n'y a pas qu'au ministère de l'Intérieur que ce phénomène a pu être observé. En contrôlant la Direction des affaires religieuses, le MSP a eu aussi un droit de regard sur la désignation des imams et il a soutenu bien sûr la candidature de ceux qui lui paraissaient les plus radicaux. Enfin, au ministère du Commerce et à celui de l'Industrie, les responsables MSP ont favorisé le développement de programmes d'implantation industriels ou commerciaux d'envergure en Anatolie. De fait, on peut estimer que s'est constituée, à cette époque, une sorte de filière industrielle et commerciale islamique. Sans dramatiser cette influence, vous voyez donc qu'elle fut bel et bien une réalité.
- 11 Jean Marcou : Avant d'aborder la période actuelle, il semble qu'une question très importante doit être posée : y a-t-il une continuité entre le MSP et le Refah ? S'agit-il en fait des mêmes partis, de la même idéologie ? N'avez-vous d'ailleurs pas qualifié vous-même le MSP "d'islamique" plus que "d'islamiste" ?
- 12 Rusen Çakir : Une telle continuité existe et nous aurons l'occasion de le constater lorsque nous évoquerons la naissance du Refah dans les années 80. Mais je crois qu'il est important aussi de distinguer ces deux formations et de montrer ce qui fit la spécificité du MSP.
- 13 Le MSP était-il déjà un parti islamiste ? C'est au fond la question qui est ici posée. Je dirai que la référence à l'Islam était indiscutable au MSP. Tous ses cadres d'ailleurs étaient des musulmans pratiquants, parfois même membres de confréries. Mais ce parti se présentait d'abord comme nationaliste avec tout ce que ce mot a d'ambigu car pour les musulmans il évoque, comme vous le savez, plus l'Umma que l'Etat-Nation. Il faut voir en outre que le contexte politique des années 70 était très différent de celui d'aujourd'hui. La gauche

était très forte et le discours nationaliste d'Erbakan et de ses partisans évitait de prendre le ton anti-impérialiste qui sera celui de la Révolution iranienne par la suite et que le Refah souvent n'hésite pas à adopter actuellement. A cette époque, l'anti-impérialisme, en effet, était l'apanage de la gauche et du gauchisme avec lesquels bien sûr Erbakan ne voulait pas être confondu. Certes, ce dernier ne ménageait pas l'Occident mais ses critiques étaient plus d'essence ottomaniste qu'anti-impérialiste.

- 14 En fait, le discours d'Erbakan était surtout de nature socio-économique. Il revendiquait le développement de l'industrie lourde, des usines d'armement et des grandes entreprises nationales. On pourrait parler à cet égard de programme "développementaliste national". La stratégie du MSP était de mobiliser les masses qui ne se sentaient pas à l'aise dans le système pour des raisons morales et religieuses en donnant à cette mobilisation l'aspect d'une revendication socio-économique. L'idée était de rassembler le plus grand nombre de musulmans pratiquants, gênés par le caractère de moins en moins islamique de la société turque mais en cherchant à les intégrer au système et en donnant pour cela à leur contestation une connotation économique mieux identifiable et plus acceptable. Les deux mots d'ordre du MSP étaient ainsi "industrie lourde" (agir sanayi), d'une part, "morale et spiritualité" (ahlak ve maneviyat), d'autre part. Des musulmans suspectaient le régime de devenir "gavur", qu'à cela ne tienne, Erbakan saisissait la balle au bon mais pour revendiquer un développement économique ambitieux de la Turquie susceptible de rendre à ce pays cette place de leader du monde musulman qu'il avait eu aux temps de l'Empire Ottoman. On assistait, en fin de compte, à la récupération d'une contestation islamique naissante et à son insertion dans le débat et la vie politiques de l'époque.
- 15 Jean Marcou : Comment s'est achevée l'histoire du MSP ?
- 16 Rusen Çakir : Avec le coup d'Etat de septembre 1980. Le parti fut interdit, Erbakan et ses principaux dirigeants arrêtés et emprisonnés mais ils ne seront pas condamnés.
- 17 Jean Marcou : Y avait-il, en 1980, un péril islamiste susceptible de justifier l'intervention militaire ?
- 18 Rusen Çakir : Oui, - tout au moins les militaires l'ont prétendu - mais il faut bien voir que c'était surtout un prétexte qui, avec d'autres, a permis de légitimer le coup d'Etat. Je me rappelle notamment que dans les mois qui précédèrent, le MSP avait tenu à Konya un meeting au cours duquel il y avait eu des comportements très excessifs qui choquèrent beaucoup de gens : refus de chanter l'hymne national et de se lever pendant que l'on jouait ce dernier, affichage ostensible de banderoles en arabe... Le général Kenan Evren et le pouvoir militaire en 1980 ont souvent invoqué l'existence d'un péril islamiste et rappelé en particulier ce meeting de Konya pour justifier leur intervention.
- 19 Jean Marcou : Quand et comment le Refah partisi a-t-il été fondé après le coup d'Etat ?
- 20 R. Ç. : D'abord, il faut dire que la "renaissance" a été beaucoup plus laborieuse qu'en 1971. Erbakan était en prison et un amendement annexé à la Constitution interdisait en outre aux anciens cadres politiques de reprendre des activités publiques. Finalement, lorsque les partis politiques furent à nouveau tolérés, une trentaine de personnes, en juillet 1983, fondèrent le Refah partisi. Ce dernier cependant ne put pas présenter de candidats aux élections législatives de 1983 qui virent la victoire de Turgut Özal notamment sur le Parti qui représentait alors les militaires. Le "retour" véritable du Refah à la vie politique n'eut lieu que lors des premières élections locales organisées après le coup d'Etat, en mars 1984, mais le score qu'il réalisa fut très modeste (4,4%).

- 21 J. M. : A cette époque, le Refah semblait en panne et la Turquie paraissait épargnée par le phénomène intégriste...
- 22 R. Ç. : Oui, mais l'évolution politique du mouvement prit une dimension nouvelle après le référendum de 1987 qui abrogea l'amendement constitutionnel d'interdiction politique auquel nous faisons allusion précédemment. Cette abrogation permit à Erbakan de refaire de la politique et donc de prendre avec ses amis la tête du Refah, lors de son deuxième congrès d'octobre 1987. Observons quand même qu'après ce congrès, sur les 25 membres de la direction du parti, 13 avaient déjà exercé des fonctions importantes au MSP. Vous voyez que la filiation entre les deux formations que nous évoquons précédemment se confirme.
- 23 Tout cela ne permit pourtant pas au Refah, lors des élections législatives anticipées de novembre 1987, de retrouver un poids comparable à celui qu'avait pu avoir le MSP antérieurement. Il fit un meilleur score (7,16 %) qu'en 1984 (4,4 %) mais il fut victime du seuil de 10% en dessous duquel un parti politique ne peut avoir de représentation nationale au Parlement. Il ne devait toutefois pas échapper aux observateurs avertis que le Refah avait obtenu ses meilleurs résultats dans des zones d'implantation traditionnelle du MSP : le Kurdistan et Konya notamment.
- 24 J. M. : Quand le premier "décollage" électoral du Refah s'est-il produit ?
- 25 R. Ç. : Lors des élections locales de mars 1989. Avec plus de deux millions de voix et 9,8% des suffrages exprimés, on peut dire que c'était le grand retour des islamistes qui retrouvaient une influence comparable à celle du MSP dix ans auparavant. Des villes importantes avaient été conquises, en outre, par le Refah : Konya, Urfa, Sivas, Maras...
- 26 J. M. : Ce succès donna des ambitions au Refah qui allait élaborer une nouvelle stratégie pour les élections générales de 1991...
- 27 R. Ç. : Oui, lors de ces élections, le Refah décida de s'allier avec deux formations de l'extrême-droite ultra nationaliste : le MÇP (Milliyetçi Çalışma Partisi, Parti nationaliste du travail) d'Alparslan Türkeş et l'IDP (Islahatçı demokrasi Partisi - parti du renouvellement démocratique). Cette alliance qui obtint plus de 16 % des suffrages permit au Refah d'entrer enfin au Parlement. En outre, si la présence du MÇP dans l'alliance fit perdre aux islamistes momentanément une partie de leur influence traditionnelle au Kurdistan, elle leur permit néanmoins de s'implanter durablement dans les zones d'influence de ce parti. En Anatolie centrale, par exemple, dans plusieurs départements, l'alliance Refah/MÇP/IDP allait dépasser 30 % des voix. Bien que rompue 52 jours à peine après les élections, cette stratégie d'alliance fut largement payante pour le Refah qui put acquérir ainsi la structure d'une grande formation politique.
- 28 J. M. : Les élections locales de mars 1994 allaient confirmer cette ascension irrésistible. Pouvez-vous nous brosser un tableau synthétique de cette nouvelle victoire qui a surpris par son ampleur ?
- 29 R. Ç. : Le Refah obtient cette fois à lui seul près de 5 millions 400 000 voix soit 19 % des suffrages exprimés. Il contrôle désormais six grandes villes (Istanbul, Ankara, Erzurum, Diyarbakir, Konya et Kayseri), 22 villes importantes ou moyennes, 92 districts et 207 villages.
- 30 On observe notamment qu'il a pris des villes à tous les partis : Istanbul, Ankara, Adiyaman, Sakarya, Siirt, Çorum, au SHP², Kuathya, Nevsehir, Rize, Tokat, Mus, au DYP³, Bitlis, Malatya, Bayburt, Batman, à l'ANAP⁴, Elazig, au MÇP⁵, Aksaray, au CHP⁶. Les villes

kurdes notamment, à la différence des villages kurdes, ont voté islamiste. Donc en général, on peut dire que ces élections ont marqué une forte progression et une forte urbanisation de l'électorat du Refah.

- 31 J. M. : Cette dernière observation me conduit à revenir, si vous me le permettez, à l'axe essentiel de votre démonstration. En parlant de la création du Refah et du développement de son audience dans les années 80, vous avez évoqué l'idée d'une continuité existant entre ce Parti et le MSP. J'observe qu'à plusieurs reprises vous avez utilisé les termes de "renaissance" ou de "retour". Pourtant, même si le Refah a retrouvé les voix et les dirigeants du MSP (à commencer par Erdogan), il a conquis de nouveaux électeurs et tient aussi un nouveau discours...
- 32 R. Ç. : C'est vrai et il est important d'insister maintenant sur ce qui fait la spécificité du Refah. Nous avons vu que le MSP essayait de transformer une contestation religieuse en contestation socio-économique. On peut dire que le Refah fait l'inverse. Il s'adresse à des populations urbaines et péri-urbaines qui ont des revendications socio-économiques, qui sont des "laissés pour compte" du développement et il essaye de donner à cette insatisfaction sociale une dimension religieuse et morale. Ces masses, sur lesquelles la gauche n'a plus de prise, sont donc en quelque sorte intégrées, représentées dans le système par le biais d'un discours religieux ou pseudo-religieux. Dans les années 70, lorsqu'Ecevit avait le vent en poupe, le slogan de la gauche était : "changer l'ordre existant !", celui du Refah est, aujourd'hui : "fonder un ordre juste !". En donnant un tour religieux à ses aspirations populistes, le Refah apparaît ainsi comme l'alternative légitime des opprimés du monde moderne, des gens des banlieues et des "gecekondular".
- 33 Il est frappant d'observer notamment que les régions d'implantation du Refah recouvrent des zones où l'on trouve des concentrations massives de ce genre de populations nouvellement urbanisées et victimes de la crise : le Kurdistan, la Marmara, Istanbul, la Mer noire, l'Anatolie orientale. En revanche, les régions où il est le plus faible, à savoir la Thrace, les côtes égéennes et méditerranéennes sont des endroits prospères où il fait bon vivre le plus souvent. Et si l'on procède à une observation plus fine encore en cherchant à savoir qui vote Refah dans ces zones prospères, on s'aperçoit que ce sont les secteurs où existe ce genre de population urbaine, immigrée très souvent, et parfois d'origine kurde.
- 34 J. M. : Venons-en, si vous le voulez bien, à l'exercice du pouvoir par le Refah dans les nouvelles villes conquises et en particulier à Istanbul. Comment cette victoire intégriste a-t-elle été accueillie ?
- 35 R. Ç. : Au début, cette victoire municipale du Refah a fait l'effet d'une bombe. Les laïques notamment se sont mobilisés. Ils craignaient que les municipalités islamistes ne se mêlent de la vie privée des gens et bien sûr que certaines des premières mesures qu'elles prendraient concernent les femmes. Certains disaient même que les cafés allaient être fermés et que la vente d'alcool risquait d'être interdite. Ces craintes ont été surtout perceptibles au sein des classes moyennes d'Istanbul et d'Ankara. Mais progressivement cette effervescence est retombée. Il y a certes toujours des sujets de tension (l'art, la culture, Atatürk...) sur lesquels on observe des accrochages périodiques entre islamistes et laïques mais désormais, l'attention des médias notamment se polarise d'abord sur les problèmes traditionnels de gestion municipale.
- 36 J. M. : Mais ces mairies islamistes n'ont-elles pas pris ou tenté de prendre des mesures politiques très représentatives de l'idéologie qui anime leurs dirigeants ?

- 37 R. Ç : Si, mais cela relève plus de l'anecdote que d'une réelle velléité réformatrice. Ainsi, à Beyoğlu, l'un des quartiers les plus animés d'Istanbul où le maire est Refah, on a fait mine d'interdire les terrasses de café en invoquant le respect des règles régissant la police administrative. Puis l'on a demandé à ces cafés de bien vouloir se munir de rideaux pour s'isoler de la rue et pour ne pas montrer aux déshérités le spectacle de ceux qui pouvaient boire et manger à volonté. Pourtant, devant la menace des patrons de ces établissements de ne plus payer impôts et redevances, les choses sont rentrées dans l'ordre et ces mesures ont été sans lendemain. Toujours dans le domaine du symbolique, le maire d'Ankara s'est illustré en qualifiant de pornographique une statue commandée par l'ancienne municipalité et en avouant son profond désir de cracher dessus.
- 38 J. M. : Si les municipalités islamistes ne mènent pas de véritables politiques islamistes, quelle différence y a-t-il entre ces municipalités et les autres ?
- 39 R. Ç. : Quand on regarde les premiers mois d'exercice de ces municipalités, on s'aperçoit qu'au départ elles ont continué à tenir un discours politiquement très orienté qui, en outre, a été valorisé par les médias. Mais peu à peu c'est un discours gestionnaire et technicien qui devient dominant. Vous savez, à Istanbul, ce n'est déjà plus l'avenir des bistrotts de Beyoğlu qui intéresse l'opinion mais l'amélioration du réseau d'eau ou la lutte contre la pollution atmosphérique devenue insupportable. Lorsque je rencontre aujourd'hui des maires Refah aux prises avec les difficultés de la gestion municipale quotidienne, ils ne me parlent pas du port du voile ou de la vente d'alcool, mais de problèmes de réseaux d'eau ou de gaz, de voirie, de transports ou de finances locales. A l'épreuve des réalités, le maire Refah, comme ses homologues des autres partis, devient avant tout un maire gestionnaire.
- 40 J. M. : Mais alors, ces maires islamistes ne courent-ils pas le risque de s'user comme leur prédécesseurs face aux dures réalités des villes turques que vous évoquiez ?
- 41 Rusen Çakir : C'est effectivement l'un des enjeux de gestion municipale pour les islamistes. En parvenant à la tête de grandes villes dont la gestion est complexe, ils relèvent en quelque sorte le défi de la prise en charge quotidienne des revendications urgentes des populations qu'ils prétendent représenter. Ils devront donc assumer les conséquences des politiques qu'ils conduisent. Déjà les médias ne sont pas tendres avec eux et pourtant on ne peut pas dire qu'ils aient pour l'instant négligé l'exercice de leurs nouveaux mandats. Tayyip Erdogan, le nouveau maire islamiste d'Istanbul est notamment très critiqué et souvent de façon tout aussi injuste que son prédécesseur social-démocrate, Nurettin Süzen. Mais la différence entre les deux municipalités me semble bien justement se situer au niveau de ce problème de communication. L'atout des municipalités islamistes est, à mon avis, de disposer d'un formidable réseau militant qui relaie l'action du maire, fait connaître les politiques entreprises et les résultats obtenus, et relativise ainsi les effets néfastes que peuvent avoir les critiques et les lacunes de l'information que diffuse les principaux médias.
- 42 J. M. : Cela suppose un excellent quadrillage des espaces urbains par le Parti...
- 43 R. Ç. : Il existe ! Le Refah est un parti moderne et urbain qui dispose d'une organisation dont tous les autres partis envient la densité et l'efficacité. C'est une organisation qui utilise à la fois la pointe de la technique (bureautique, moyens de communication modernes, marketing politique, campagnes télévisées) et des méthodes plus classiques (structuration hiérarchique du militantisme, regroupement en cellules...). Ainsi, vous le voyez, d'un côté, avoir recours à des agences de publicité pour promouvoir des

campagnes ronflantes à la télévision et, de l'autre, mobiliser ses militants pour des collages d'affiches. Mais quels collages ! La veille des élections municipales ils ont réussi à couvrir Istanbul d'affiches qui lançaient de façon prémonitoire : "Tamam Inch' Allah" (Ça y est, si Dieu le veut !). Relevez le contraste modernité/tradition dans l'usage des termes employés. Aucun parti politique n'a assez de militants et un tel culot pour faire un pareil collage ! C'était incroyable !

- 44 J. M. : L'avenir du Refah se jouera donc bien dans les villes ?
- 45 R. Ç. : Oui, Mais ne nous y trompons pas. Istanbul, Ankara sont des villes difficiles à gérer et à garder. A Istanbul, les deux municipalités précédentes l'ont vérifié à leurs dépens. Regardez ce qui s'est passé pour le SHP. Il avait obtenu de très bons résultats lors des municipales de 1989 en l'emportant notamment à Ankara et à Istanbul et ce sont ces mairies qui en grande partie lui ont fait perdre les élections générales de 1991. Bien sûr les islamistes ne raisonnent pas comme cela, ils pensent que leur gestion municipale va favoriser leur succès national aux prochaines élections générales de 1996. Nous avons vu qu'ils disposent pour ce faire d'atouts qui sont loin d'être négligeables. Seront-ils suffisants ? C'est là toute la question : les villes seront un tremplin ou un piège pour les islamistes turcs et leur parti.
- 46 Istanbul, le 9 décembre 1994.

NOTES

1. CHP (Cumhuriyet Halk Partisi, Parti républicain du peuple), Parti kémaliste dirigé à l'époque par Bülent Ecevit.
2. SHP (Social Demokrat Hakçı Parti - Parti social démocrate du peuple) principal parti de la gauche turque, membre de l'actuelle coalition au pouvoir.
3. DYP (*Dogru Yol Partisi* - Parti de la juste voie) Parti de la droite conservatrice de Suleyman Demirel, qui dirige la coalition au pouvoir.
4. ANAP (*Anavatan Partisi* - Parti de la Mère Patrie), Parti de centre droit créé au début des années 80 après le coup d'Etat par l'ancien Président de la République Turgut Özal.
5. MÇP (*Milli Çalisma Partisi* - Parti nationaliste du travail) Parti ultra nationaliste dirigé par A. Türkes
6. CHP (*Cumhuyiyet Halk Partisi* - Parti républicain du peuple) Parti "recréé" en 1993 par Deniz Baykal qui prétend recueillir l'héritage du parti kémaliste qui portait le même nom avant 1980. Peu convaincant jusqu'à présent.